



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

États-Unis

La Fed devrait temporiser face au retour de l'inflation ?

Confrontée aux effets inflationnistes de la guerre au Moyen-Orient, la Réserve fédérale devrait maintenir ses taux cette semaine. ... • (Page 08)

Grippe aviaire

Le niveau de risque abaissé à "modéré" en France

Après plusieurs mois de vigilance accrue, les autorités sanitaires françaises allègent le dispositif face à l'amélioration ... • (Page 08)

66 ans d'indépendance

Zoom sur les avancées économiques du Togo

• (Pages 03,05,06,07,08,10) • **Ces grands acteurs de l'économie en 2025**



Télécoms

Le Sénégal, le Togo et le Bénin lancent officiellement le free roaming

Le Sénégal, le Togo et le Bénin ont officiellement lancé, le 24 avril 2026 à Lomé, le free roaming. Ce dispositif ... • (Page 02)

Togo

Des forces armées honorées pour leur mérite

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Chef suprême des armées, a présidé ce 25 avril 2026, au camp Général ... • (Pages 04)

Africa Women Experts

Koffi Aya Nadège plaide pour la valorisation des compétences féminines

La journaliste ivoirienne Koffi Aya Nadège, récemment nommée ambassadrice Afrique de l'Ouest de la plateforme Africa Women Experts, a exprimé sa volonté de ... • (Page 06)

Enseignement supérieur

• (Page 04)

De nouvelles infrastructures modernes pour l'Université de Kara



42ème Journée nationale des sports

La population de Kloto1 mobilisée autour de leur maire

La population de la commune Kloto 1 s'est mobilisée, le samedi 25 avril, pour la 42e édition de la Journée nationale du sport, aux côtés des autorités locales ... • (Page 11)



FIPE UEMOA
WEST AFRICA ECO FORUM
FORUM INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
+229 01 97096417 / +229 01 60917800 / +225 05 46837952 / +226 70 25 10 24
E-mail : platformemediauemoa@gmail.com / Site web : www.pdm-uemoa.com

SENEGAL - DAKAR,
24-25 & 26 JUIN 2026

Télécoms

Le Sénégal, le Togo et le Bénin lancent officiellement le free roaming

Le Sénégal, le Togo et le Bénin ont officiellement lancé, le 24 avril 2026 à Lomé, le free roaming. Ce dispositif permet aux abonnés des trois pays de communiquer à moindre coût lors de leurs déplacements, marquant une avancée majeure vers l'intégration numérique en Afrique de l'Ouest.

• Junior Aredola

Une nouvelle ère pour les communications transfrontalières. La mise en œuvre officielle du free roaming entre le Sénégal, le Togo et le Bénin constitue une étape significative dans la transformation du secteur des télécommunications en Afrique de l'Ouest. Activé le 24 avril 2026 à Lomé par les autorités de régulation des trois pays, ce dispositif concrétise un accord bilatéral et multilatéral visant à réduire les coûts d'itinérance mobile. Grâce à ce mécanisme, les abonnés des trois pays bénéficient désormais de conditions tarifaires fortement allégées. Les appels entrants sont gratuits pendant une période de 30 jours consécutifs en situation de roaming. Les appels émis et les SMS sont facturés au tarif local du pays visité, mettant fin aux surcoûts liés aux communications internationales. De plus, les services de données mobiles profitent de tarifs préférentiels négociés entre opérateurs, tandis que les surtaxes sur les communications internationales entrantes et sortantes sont supprimées.

Une avancée pour l'intégration régionale

Au-delà des bénéfices économiques immédiats pour les consommateurs, le free roaming s'impose comme un levier stratégique d'intégration régionale. Il favorise la mobilité des citoyens, renforce les échanges économiques et améliore la compétitivité

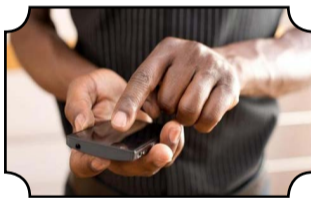


des entreprises évoluant dans l'espace CEDEAO. Cette initiative traduit également une volonté politique forte d'harmoniser les cadres réglementaires des télécommunications et de promouvoir une connectivité inclusive. Le rôle moteur du Sénégal, qui ambitionne d'élargir ce mécanisme à d'autres pays de la région, pourrait accélérer la création d'un espace numérique ouest-africain plus intégré et cohérent. Les autorités de régulation soulignent également la nécessité de poursuivre les efforts de coopération sur d'autres enjeux numériques, notamment la régulation des services numériques émergents et la lutte contre la fraude.

Vers une CEDEAO plus connectée

Le lancement du free roaming s'inscrit dans le cadre des politiques communau-

taires de la CEDEAO visant à renforcer l'intégration numérique en Afrique de l'Ouest. Il fait suite à plusieurs accords similaires déjà engagés entre certains pays de la région, illustrant une dynamique progressive de suppression des barrières tarifaires en matière de télécommunications. À travers cette initiative, les trois États posent les bases d'un marché numérique plus fluide, où les citoyens peuvent voyager sans subir les contraintes financières de l'itinérance traditionnelle. Cette évolution accompagne plus largement les ambitions régionales de transformation digitale, de développement économique et de rapprochement entre les peuples.



AUX DÉCIDEURS ...

La croissance à l'épreuve du partage

Soixante-six ans après son indépendance, le Togo avance. Les indicateurs économiques sont au vert, les réformes s'accroissent et les ambitions se précisent. Mais au-delà des chiffres, une question demeure : cette croissance profite-t-elle pleinement à tous ?

Il serait difficile de nier les progrès accomplis. En une décennie, le pays a quasiment doublé la taille de son économie. La croissance, solide, oscille autour de 5,5 % avec des perspectives encore plus favorables. Le dynamisme des services, la montée en puissance du numérique, l'expansion du commerce et le rôle stratégique du Port de Lomé témoignent d'une transformation structurelle réelle. L'État, de son côté, a amélioré la mobilisation des ressources internes, tout en maîtrisant ses équilibres budgétaires.

Dans les campagnes comme dans les villes, les signes de modernisation sont visibles. L'agriculture se mécanise, les rendements progressent, notamment dans la filière coton. Les infrastructures se développent, avec des routes qui désenclavent les territoires et facilitent les échanges. Le numérique, quant à lui, redessine les usages : accès élargi à Internet, explosion du mobile money, digitalisation des services publics. Même les secteurs sociaux, longtemps fragiles, enregistrent des avancées, notamment en matière de santé avec l'assurance maladie universelle.

Pourtant, cette dynamique positive ne saurait masquer les fragilités persistantes. La croissance togolaise, bien que robuste, reste inégalement répartie. Près de la moitié de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, avec des disparités marquées entre zones rurales et urbaines. Le chômage et le sous-emploi des jeunes demeurent préoccupants, dans un contexte de forte pression démographique.

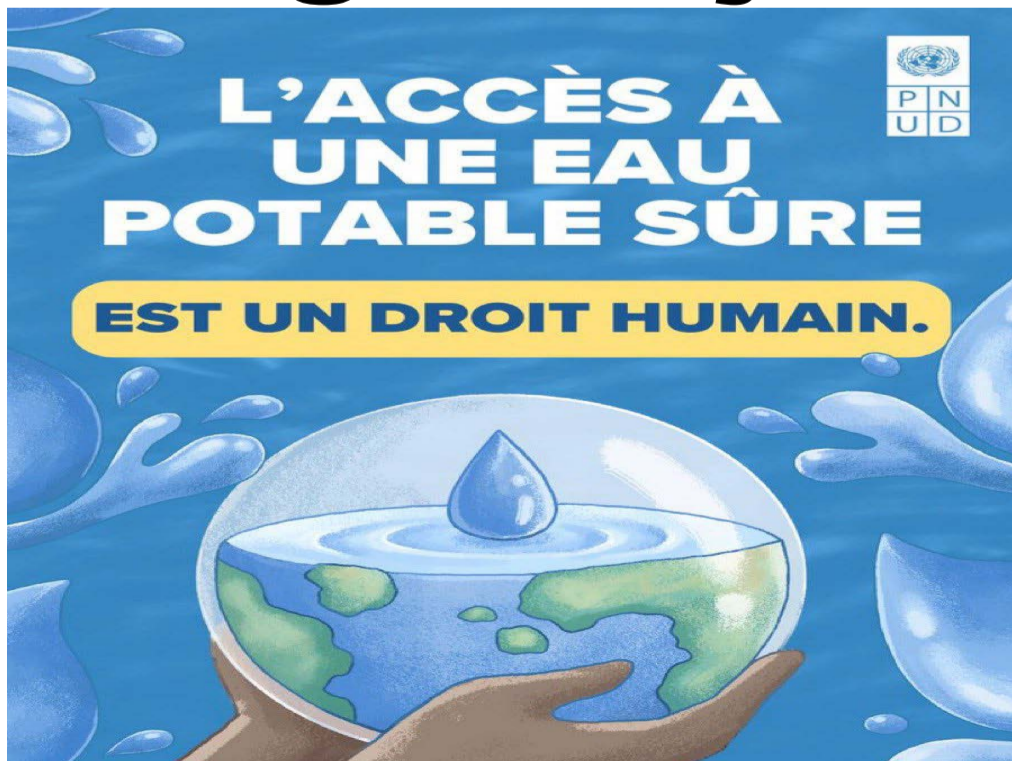
Le défi est donc de transformer la performance économique en progrès social tangible. Cela passe par une industrialisation plus poussée, afin de valoriser localement les matières premières. Cela suppose aussi un investissement massif dans le capital humain, à travers l'éducation, la formation professionnelle et l'innovation. Car une économie ne se mesure pas uniquement à son PIB, mais à la qualité de vie qu'elle offre à ses citoyens.

Le Togo se trouve aujourd'hui à un tournant. Son ambition de devenir un hub logistique et financier en Afrique de l'Ouest est crédible, au regard des efforts consentis. Mais cette ambition ne pourra se concrétiser durablement sans une croissance plus inclusive, capable de réduire les inégalités et d'offrir des opportunités à tous, en particulier aux jeunes et aux femmes.

À 66 ans, le pays n'est plus dans l'apprentissage, mais dans la consolidation. Les bases sont posées, les résultats sont là. Reste désormais à franchir une nouvelle étape : celle d'un développement partagé, où chaque Togolais pourra pleinement bénéficier des fruits de la croissance nationale.

M.T

Image du jour



Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. Source : tresor.economie.gouv.fr

66 ans d'indépendance

Zoom sur les avancées économiques du Togo

Après 66 ans d'indépendance, le Togo affiche des performances économiques et sociales en progression. Croissance soutenue, investissements publics, essor du numérique et inclusion financière témoignent d'une dynamique de transformation encore perfectible mais bien engagée sous le leadership éclairé du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

• Joël Yanlo

Des performances sectorielles appuyées par des indicateurs en hausse. Soixante-six ans après son accession à la souveraineté internationale, le Togo présente des indicateurs économiques globalement orientés à la hausse. La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est établie autour de 5,5 % en moyenne sur la période 2021-2025, avec des projections avoisinant 6 % en 2026, selon les estimations des institutions financières internationales. Le PIB nominal du pays dépasse désormais 9 milliards de dollars, contre environ 5 milliards une décennie plus tôt, traduisant un doublement de la richesse nationale en dix ans. Cette progression repose largement sur le dynamisme du secteur des services, qui représente plus de 50 % du PIB, porté par le commerce, la logistique et les télécommunications. Le Port de Lomé illustre cette performance : avec plus de 30 millions de tonnes de marchandises traitées par an, il s'impose comme un hub stratégique pour les pays sahéliens, contribuant à près de 60 % des recettes portuaires de la sous-région.

Sur le plan des finances publiques, les réformes engagées ont permis d'améliorer la mobilisation des ressources internes. Le taux de pression fiscale est passé d'environ 16 % du PIB en 2015 à près de 19 % en 2025, tandis que le déficit budgétaire est progressivement maîtrisé autour de 4 à 5 % du PIB, conformément aux critères de convergence régionaux. Parallèlement, la dette publique reste sous surveillance, oscillant autour de 60 à 65 % du PIB, avec une tendance à la stabilisation. Le commerce connaît également une expansion notable. Les échanges extérieurs ont progressé de plus de 15 % entre 2022 et 2025, tandis que les activités commerciales



internes ont enregistré des hausses dépassant 10 % par an. L'industrie, quant à elle, contribue à environ 20 % du PIB, avec une croissance annuelle estimée à 8 à 10 % dans certains segments, notamment les industries extractives et les matériaux de construction.

Dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), les avancées sont significatives. Le taux de pénétration de l'internet dépasse désormais 70 % de la population, contre moins de 25 % en 2015. Le mobile money connaît une expansion rapide, avec plus de 5 millions de comptes actifs, favorisant l'inclusion financière. Le secteur numérique contribue à environ 6 % du PIB, avec une croissance annuelle à deux chiffres. Dans cette dynamique, l'administration togolaise poursuit sa digitalisation. Les récentes avancées concernent notamment le ministère de la Culture ainsi que le ministère des Affaires étrangères, illus-

trant une volonté affirmée de moderniser les services publics et d'améliorer leur accessibilité.

L'agriculture, qui emploie encore près de 60 % de la population active, représente environ 20 à 25 % du PIB. Les réformes ont permis d'augmenter la production de certaines cultures stratégiques : la production de soja a été multipliée par plus de 3 en une décennie. L'ouverture du Centre régional de mécanisation agricole de Tchitchao, ainsi que celle du laboratoire de référence dédié à la sécurité sanitaire et phytosanitaire des aliments, marquent des avancées significatives. À cela s'ajoute la mise en service du Centre régional de mécanisation agricole (CRMA) de Tové, dans la région des Plateaux. Ces infrastructures traduisent une volonté politique claire : positionner le Togo comme un véritable grenier agricole régional. Pour la première fois depuis sa création en 2009, la Nouvelle Société Cotonnière

du Togo (NSCT) enregistre un rendement moyen de 995 kilogrammes de coton à l'hectare au terme de la campagne 2025-2026. Cette performance remarquable reflète les effets conjugués des réformes engagées, de l'amélioration de la qualité des intrants agricoles et de l'implication accrue des producteurs.

Dans le secteur de la Santé, les indicateurs montrent des progrès. Le taux de couverture sanitaire s'améliore progressivement, avec une augmentation du nombre de centres de santé et de personnel qualifié. L'espérance de vie est passée de 55 ans en 2000 à plus de 62 ans en 2025, tandis que la mortalité infantile a connu une baisse significative. Le Togo se positionne comme un pionnier au niveau régional dans la mise en œuvre de l'assurance maladie universelle (AMU), bâtie sur les acquis de l'Institut national d'assurance maladie (INAM). Cette réforme majeure contribue à élargir l'accès aux soins et à ren-

forcer la protection sociale des populations.

L'entrepreneuriat des femmes et des jeunes bénéficie également d'un soutien accru. Plusieurs programmes ont permis de financer des dizaines de milliers de microprojets, contribuant à la création d'emplois et à l'autonomisation économique. Les femmes représentent aujourd'hui plus de 30 % des bénéficiaires des financements publics dédiés aux PME. La création de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME) témoigne de l'engagement du gouvernement à soutenir davantage l'entrepreneuriat, en particulier celui des jeunes et des femmes. Cette initiative vise à stimuler la création d'emplois, à structurer le tissu économique et à favoriser l'émergence d'un secteur privé dynamique

Enfin, les infrastructures connaissent une transformation visible. Plus de 1 500 km de routes ont été réhabilités ou construits au cours de la dernière décennie, améliorant la connectivité nationale. Les investissements publics dans les travaux publics représentent en moyenne 8 à 10 % du PIB, traduisant un effort soutenu de modernisation.

Croissance solide, mais encore inégalement répartie

Les performances enregistrées par le Togo témoignent d'une dynamique économique réelle et mesurable. La progression du PIB, l'amélioration des indicateurs fiscaux et l'essor de secteurs stratégiques comme le numérique ou la logistique traduisent une transformation structurelle en cours. Cependant, ces avancées doivent être analysées à l'aune de leur impact social. Malgré une croissance soutenue, le taux de pauvreté reste élevé, touchant encore environ 45 % de la population, avec des disparités importantes entre zones urbaines et rurales. Le chômage et le sous-emploi des jeunes constituent également des

défis majeurs, dans un contexte de forte croissance démographique. La contribution relativement modeste de l'industrie au PIB souligne la nécessité d'accélérer la transformation locale des matières premières. Le renforcement du capital humain, notamment par l'éducation et la formation professionnelle, apparaît comme un levier essentiel pour soutenir la compétitivité. La résilience de l'économie togolaise face aux chocs externes, notamment liés aux fluctuations des marchés internationaux, reste également un enjeu clé. La diversification économique, amorcée, devra être consolidée pour garantir une croissance durable et inclusive.

Trajectoire historique

Depuis le 27 avril 1960, date de son indépendance, le Togo a progressivement construit son modèle de développement. D'une économie essentiellement agricole, le pays a évolué vers une structure plus diversifiée, intégrant progressivement les services et l'industrie. Au fil des décennies, le Togo a été confronté à des défis structurels, notamment la faiblesse de son tissu industriel, sa dépendance aux matières premières et les contraintes liées à sa position géographique. Toutefois, les réformes engagées ces dernières années traduisent une volonté de repositionnement stratégique.

Aujourd'hui, le pays ambitionne de devenir un hub logistique et financier en Afrique de l'Ouest, en s'appuyant sur ses atouts géographiques, ses infrastructures et un environnement des affaires en amélioration. À 66 ans, le Togo se trouve ainsi dans une phase charnière de son développement, où les performances économiques doivent désormais se traduire par une amélioration tangible des conditions de vie de l'ensemble de la population.

Enseignement supérieur

De nouvelles infrastructures modernes pour l'Université de Kara

À l'orée de la commémoration du 66^e anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale, le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé a imprimé un geste d'une portée symbolique et stratégique ce vendredi 24 avril 2026. La coupure du ruban inaugurant les nouvelles infrastructures de l'Université de Kara.

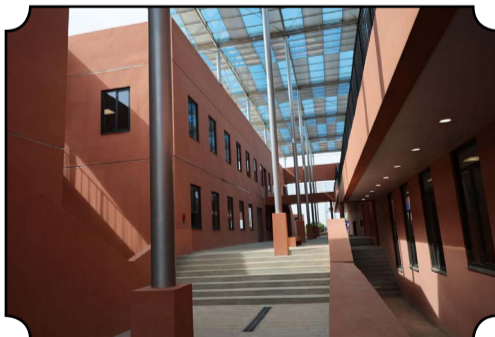
Plus qu'une cérémonie, cet instant s'est imposé comme une matérialisation tangible d'une promesse publique tenue, révélant une vision d'État patiemment construite et résolument tournée vers l'avenir. Ici, l'acte inaugural dépasse la simple mise en service d'édifices. Il consacre l'émergence d'une capacité nouvelle, appelée à structurer durablement l'édifice éducatif national. Née d'une volonté politique affirmée, dont le jalon fondateur fut posé le 24 avril 2023, cette réalisation s'inscrit dans la continuité d'une trajectoire cohérente de réforme et de modernisation de l'enseignement supérieur togolais. Créée en 2004, l'Université de Kara, deuxième pôle universitaire public du Togo après celle de Lomé, franchit aujourd'hui une étape décisive de son développement. D'un site initial adossé à l'ancienne école normale des instituteurs, elle s'est progressivement affirmée comme un espace académique structuré, désormais étendu sur plus de 125 hectares et dédié aux missions cardinales d'enseignement, de recherche et de service à la communauté. Au cœur de cette mutation, la première phase du projet déploie des bâtiments majeurs totalisant près de 18 600 m² de surface utile notamment la Faculté des sciences de la santé, l'Institut supérieur des métiers de l'agriculture, l'Institut polytechnique et de l'innovation, la Présidence de l'université ainsi qu'un restaurant universitaire dénommé l'« Apatam Moderne ». Ces infrastructures, loin de constituer de simples ajouts fonctionnels, redéfinissent



en profondeur les conditions d'apprentissage, de recherche et de vie universitaire. Elles instaurent un nouvel ordre d'exigence, où la qualité des équipements épouse désormais l'ambition académique. L'originalité du projet réside également dans son modèle de gouvernance, fondé sur un partenariat public-privé. Sur le plan architectural, les bâtiments, conçus selon des standards contemporains, privilégient des espaces ouverts, ventilés et fonctionnels, favorisant la circulation fluide des usagers. L'« Apatam Moderne », en particulier, incarne une synthèse réussie entre modernité et héritage culturel. Il offre un espace de convivialité où se tissent les liens invisibles constitutifs de la communauté universitaire. L'ensemble du campus s'inscrit ainsi dans une démarche durable, attentive aux réalités climatiques et socioculturelles. Mais au-delà de la matérialité des infrastructures, c'est une vision systémique du Président du Conseil qui se déploie. Elle repose sur trois piliers à savoir protéger, préserver et transformer. À l'horizon 2040, le campus ambitionne de s'étendre sur près de 250 000 m², avec une capacité d'accueil projetée de 30 000 étudiants. Neuf facultés, une

bibliothèque centrale, un centre hospitalier universitaire, des résidences pour 10 000 étudiants, des espaces verts et de loisirs, ainsi que des infrastructures administratives et hôtelières viendront structurer ce pôle d'excellence appelé à rayonner à l'échelle sous-régionale. L'Université de Kara est ainsi appelée à devenir un véritable levier de transformation économique, sociale et territoriale pour le Togo. L'inauguration de ces infrastructures consacre bien davantage qu'un accomplissement technique. Elle marque un changement d'échelle et d'exigence dans la politique éducative togolaise. En plaçant le savoir, la formation et l'innovation au cœur de son projet de développement, le Togo affirme avec force une conviction universelle. Aucune nation ne saurait prétendre à une prospérité durable sans investir résolument dans l'intelligence de sa jeunesse. À Kara, cette conviction prend désormais corps, pierre après pierre, dans l'architecture d'une ambition nationale assumée.

Avec presidenceduconseil.gouv.tg



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



Togo

Des forces armées honorées pour leur mérite

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Chef suprême des armées, a présidé ce 25 avril 2026, au camp Général Gnassingbé Eyadéma à Lomé, une cérémonie de décoration de plusieurs personnalités militaires, en reconnaissance de leur contribution à la consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité au Togo.

Placé sous le sceau du devoir de mémoire, l'événement s'inscrit dans le cadre des activités marquant le 66^e anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale. A cette occasion, le Président du Conseil a élevé des Officiers supérieurs, Officiers subalternes, Sous-officiers et soldats respectivement au rang de Commandeurs de l'ordre du Mono, de l'Ordre national du mérite, d'Officiers de l'ordre du Mono, d'Officiers de l'ordre national du mérite, de Chevaliers de l'ordre du Mono, de Chevaliers de l'ordre national du mérite. Il a également décerné des médailles du mérite militaire. Face aux défis sécuritaires croissants qui secouent notre sous-région, marquée par la menace persistante du terrorisme et de l'extrémisme violent aux frontières septentrionales du pays, le Togo a su opposer une réponse ferme, structurée et résolue. Au cœur de cette dynamique se trouvent la vision stratégique et l'engagement constant du Président du Conseil, chef suprême des armées, garant de l'intégrité territoriale et de la sécurité nationale. Cet événement a ainsi offert l'occasion aux forces de défense et de sécurité d'exprimer leur recon-



naissance au Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Chef suprême des armées pour sa détermination et son engagement indéfectible à moderniser l'appareil militaire pour la protection du pays. « Nous rendons un hommage appuyé au Chef suprême des Armées, en reconnaissance de son rôle fondamental dans la préservation de la paix, de son engagement indéfectible pour la sécurité des Togolais et de sa volonté constante de bâtir une année forte, moderne et respectée ». Au-delà de la portée symbolique, cette cérémonie

de décoration est aussi l'expression de la gratitude de la République envers ceux qui par leur bravoure et loyauté, protègent notre nation face aux menaces sécuritaires, parfois jusqu'au sacrifice suprême. Elle souligne, une fois encore, l'importance de l'armée dans la préservation de la paix et de la cohésion nationale. Ce moment solennel a été marqué par un défilé militaire et paramilitaire qui a mis en valeur la discipline, la rigueur et le professionnalisme des forces de défense et de sécurité.

Avec presidenceduconseil.gouv.tg

Énergies renouvelables

La climatisation solaire s'invite sur le marché togolais

Alors que le Togo met les bouchées doubles pour réussir sa transition vers les énergies vertes avec comme cible 50% de renouvelables dans son mix énergétique à l'horizon 2030, son marché qui mobilise les moyens pour s'ajuster, vient d'enregistrer une innovation, dans la climatisation. L'entreprise CH2000, spécialisée dans les solutions en énergies renouvelables, étouffe son offre en dévoilant ce mercredi 22 avril à Lomé une solution de climatisation solaire hybride.

Baptisé « SunCool », l'équipement est conçu pour fonctionner principalement à partir de l'énergie solaire, tout en restant compatible avec le réseau électrique classique. Selon les responsables de l'entreprise, le système repose sur une gestion intelligente de l'alimentation énergétique. Il peut fonctionner exclusivement à l'énergie solaire, uniquement sur le réseau électrique, ou combiner les deux sources selon les besoins. Le basculement s'effectue automatiquement, sans interruption, grâce à un dispositif électronique capable d'adapter en temps réel la consommation. Avant ce type d'équipement, des climatiseurs classiques pouvaient déjà être alimentés par des installations solaires, à condition d'y associer des dispositifs complémentaires comme des batteries ou des onduleurs. La particularité ici,



selon le top management de CH2000, réside dans une intégration de l'énergie solaire, sans recours à ces dispositifs, grâce à une gestion électronique de l'alimentation. L'objectif affiché est de limiter la dépendance au réseau électrique, d'optimiser l'exploitation de l'énergie solaire disponible et de contribuer à limiter l'usure des équipements sur le long terme. « Notre ambition est d'offrir aux professionnels une solution performante, fiable et durable, capable de réduire significativement

la consommation énergétique tout en garantissant un confort optimal », a expliqué Serge Adote, Directeur général de CH2000. Dans un contexte marqué par une demande énergétique en hausse et des défis persistants sur la fourniture d'électricité, les solutions basées sur les énergies renouvelables gagnent progressivement en visibilité. Le recours à l'énergie solaire s'inscrit dans une dynamique d'adaptation aux réalités locales, où l'ensoleillement constitue un atout important.

Avec Togo First

Ces grands acteurs de l'économie togolaise en 2025

En 2025, l'économie du Togo s'appuie sur une génération d'acteurs publics et privés qui jouent un rôle déterminant dans son évolution. À la croisée des réformes structurelles, des investissements stratégiques et de l'innovation, ces figures – responsables d'institutions, dirigeants d'entreprises et promoteurs de projets – contribuent à dynamiser les secteurs porteurs, de la logistique au numérique, en passant par la finance et la protection sociale. Leurs actions façonnent progressivement les contours d'une économie plus résiliente, inclusive et tournée vers l'émergence. Tour d'horizon réalisé par la rédaction de L'économiste du Togo. Cette sélection n'est pas exhaustive.

Dr. Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence du Conseil

En 2025, Sandra Ablamba Johnson a continué d'exercer un rôle central dans la coordination des politiques publiques du gouvernement togolais, agissant comme pivot entre les différentes administrations pour assurer la cohérence, l'efficacité et le suivi des réformes gouvernementales. En 2025, le Togo assurait la présidence tournante du Conseil des ministres de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT). Un autre moment fort de 2025 a été l'opérationnalisation du nouveau Programme national de protection sociale (PNPS), notamment via le démarrage officiel des transferts monétaires inconditionnels pour les ménages vulnérables. Le programme a ciblé plus de 700 000 personnes vulnérables à travers le territoire, marquant un jalon important de la politique sociale nationale. Sandra Ablamba Johnson a porté la voix du Togo sur la scène internationale lors de forums de haut niveau, tels que la réunion du G20 Compact with Africa (CwA) à Washington, où elle a présenté les progrès réformistes du Togo en matière d'amélioration du climat des affaires et d'attractivité économique. En octobre 2025, en marge des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale à Washington, San-



dra Ablamba Johnson a dirigé la délégation togolaise en tant que Gouverneure du Togo auprès de la Banque mondiale. Elle y a échangé au plus haut niveau avec les responsables de la Banque mondiale, notamment Ousmane Diagana, Vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour faire le point sur la coopération bilatérale, l'état d'avancement des projets en cours et les initiatives en phase de finalisation. En décembre 2025, la Banque mondiale a publié le rapport Business Ready (B-Ready) 2025, un nouvel instrument de mesure du climat des affaires qui remplace l'ancien classement Doing Business. Sous l'impulsion des réformes profondes coordonnées par la Cellule Climat des Affaires, dont Sandra Ablamba Johnson est responsable opérationnelle, le Togo s'est distingué comme le premier pays en Afrique de l'Ouest pour la facilité de faire des affaires en 2025, avec un score global de 61,52 points sur 100. Cette performance lui a aussi permis de figurer parmi les trois meilleurs pays d'Afrique subsaharienne évalués dans ce rapport.

Ingrid Awadé, Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) du Togo

En 2025, la Caisse nationale de sécurité sociale a joué

un rôle central dans l'accélération de l'Assurance maladie universelle (AMU) au Togo. L'année a marqué le passage à une mise en œuvre concrète du dispositif, avec une avancée majeure : l'extension de la couverture aux travailleurs du secteur informel, qui représentent la majorité de la population active. Sous la direction d'Ingrid Awadé, plusieurs actions clés ont été menées : la généralisation progressive de l'AMU, la digitalisation des services (enrôlement, paiement via mobile money), la mise en place de cotisations adaptées aux revenus des travailleurs indépendants, et le renforcement des partenariats avec les



structures de santé. Ces initiatives visent à améliorer l'accès équitable aux soins, réduire les inégalités sanitaires et poser les bases d'un système de protection sociale plus inclusif. 2025 constitue une année charnière, marquée par une avancée décisive vers une couverture santé réellement universelle au Togo.

Chantal Yawa Djigbodi Tségan, Commissaire générale de l'OTR

Jusqu'à la fin du gouvernement Tomégah-Dogbé (8 octobre 2025), Chantal Yawa Djigbodi Tségan a continué d'assumer

les responsabilités liées à son portefeuille de ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière, poste qu'elle occupait depuis août 2024. Quelques jours avant sa nomination à l'OTR, elle a été élue maire de la commune de Kpélé 2 (16 octobre 2025). Le 24 octobre 2025, elle a été nommée Commis-



Essowé Georges Barcola, ministre des Finances et du Budget

L'année 2025 a été marquée par une gestion active du budget de l'État, avec notamment l'approbation d'une loi de finances rectificative pour 2025, portée par Barcola, qui a ajusté le budget à 2 436 milliards de francs CFA, tout en



mettant l'accent sur les priorités sociales et l'investissement productif, notamment l'accès à l'électricité, l'assurance santé universelle et l'éducation. En fin d'année, il a présenté le budget initial pour 2026, qui a été adopté par l'Assemblée nationale à 2 751,5 milliards de francs CFA, soit une augmentation de près de 14,8 % par rapport à 2025. Cette hausse traduit une volonté de faire du budget un instrument de croissance économique, de transformation et de cohésion sociale. Le ministre Barcola a consolidé le cadre de concertation entre l'État et le secteur privé en présidant des réunions du Co-

mité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP), évaluant les réformes économiques de 2025 et définissant les priorités pour 2026, avec comme objectif la création d'un climat favorable aux affaires et à l'investissement. Dans le cadre du programme avec le Fonds Monétaire International (FMI) et d'autres partenaires financiers internationaux, il a réaffirmé l'engagement du Togo à poursuivre des réformes macroéconomiques structurantes visant à renforcer la stabilité fiscale, maîtriser la dette publique et promouvoir un environnement propice à la croissance inclusive. Sous sa supervision, le gouvernement togolais a adopté une nouvelle loi renforçant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En tant que ministre des Finances et du Budget, Barcola a également joué un rôle clé dans les interactions économiques internationales. Par exemple, lors de forums comme le United Kingdom – West and Central Africa Trade Forum (UK-WCAF IV) à Lomé.

Badanam Patoki, Ministre de l'Économie et de la Veille stratégique

En octobre 2025, Badanam Patoki, jusqu'alors président



Suite à la page 6

Suite de la page 5

de l'AMF-UEMOA, a été nommé Ministre de l'Économie et de la Veille stratégique du Togo. Sa nomination traduit une priorisation des profils technocratiques dans la conduite de la politique économique nationale et une volonté d'ancrer la planification stratégique au cœur de l'action gouvernementale. Ce ministère regroupe plusieurs domaines incluant l'anticipation des risques macroéconomiques, la croissance, l'endettement et la planification du développement, ainsi que la supervision de ministres délégués à des secteurs tels que les investissements, l'énergie, le commerce, etc.). Patoki a dirigé l'Autorité des marchés financiers de l'UEMOA (AMF-UEMOA) jusqu'à sa nomination ministérielle. Durant son mandat à l'AMF-UEMOA, Patoki a été associé à plusieurs actions visant à renforcer la transparence, l'attractivité et la régulation du marché financier régional, notamment par des réformes structurelles et des initiatives de promotion du marché de capitaux. En février 2025, l'AMF-UEMOA, sous sa présidence, a mené des activités de sensibilisation auprès des jeunes et des universitaires sur l'importance du marché financier régional, contribuant au renforcement de la culture financière et à l'inclusion des nouveaux acteurs économiques. Comme Ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki s'est engagé dans les chantiers économiques majeurs du Togo en 2025. Il a co-présidé le Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP) avec son collègue le ministre des Finances, renforçant le dialogue entre l'État et le secteur privé pour améliorer le climat des affaires et la croissance économique. Il a piloté la partici-

pation du Togo à partenariats internationaux stratégiques, comme l'accord de coopération avec l'ONUDI pour l'industrialisation et la transition énergétique, visant à positionner le pays dans une dynamique de transformation structurelle.

Cina Lawson, Ministre de l'Efficacité du Service Public et de la Transformation Numérique

En 2025, Cina Lawson a représenté le Togo aux grands forums internationaux du numérique, notamment au Forum économique mondial de Davos (Suisse) où elle



a présenté la vision stratégique du Togo en matière de transformation digitale, abordant l'intelligence artificielle, la réduction de la fracture numérique et la modernisation des services publics. Elle a aussi joué un rôle central au Sommet pour l'Action sur l'IA à Paris, co-organisant des conférences et soulignant l'importance de politiques harmonisées et de la coopération régionale pour exploiter le potentiel de l'IA dans le développement durable. La Ministre a maintenu un dialogue constructif avec l'écosystème des startups : en mai 2025 elle a reçu la synergie TogoTech, composée de jeunes entreprises technologiques, pour discuter des besoins de structuration et des perspectives de collaboration, avec l'annonce prochaine de la création d'une Agence pour l'Innovation dédiée à l'accompagnement de ce secteur. Sur le plan de la modernisation administrative, la digitalisation des procédures des ministères et des services publics a été lancée ou approfondie en 2025, avec notamment des projets de numérisation des démarches, d'optimisation des processus et de simplification des services pour les citoyens et les

entreprises. Des initiatives telles que la présentation de résultats pour la digitalisation du ministère de l'énergie et des ressources minières montrent une mise en œuvre plus ciblée de cette transformation sur le terrain. En fin 2024 et avec des effets en 2025, sous son leadership, le Togo a obtenu un financement de 100 millions de dollars de la Banque mondiale pour accélérer sa transformation numérique.

Yawa Ahofa Kouigan, Ministre de la Communication

En octobre 2025, Yawa Ahofa Kouigan a été reconduite dans ses fonctions de Ministre de la Communication, confirmant la confiance placée en elle pour piloter la politique nationale de communication, des médias et renforcer la coordination entre l'État et les acteurs du secteur. Sous sa direction, le ministère a poursuivi plusieurs axes prioritaires : la modernisation des médias publics, le renforcement de la régulation du secteur audio-



visuel, et l'amélioration de la communication gouvernementale, notamment en phase avec les attentes du public et les mutations numériques. En marge de ses fonctions, elle a piloté des réformes organisationnelles, y compris des ajustements au sein de la chaîne nationale TVT, visant à optimiser la gouvernance des médias publics. Elle a également porté la représentation du Togo dans des cadres culturels régionaux : au FESPACO 2025 (Festival panafricain du cinéma à Ouagadougou), où elle a échangé avec des homologues africains sur l'importance du cinéma et de l'audiovisuel comme levier de développement et d'intégration régio-

nale. En tant que présidente de la Faïtière des Communes du Togo (FCT), Yawa Kouigan a été une actrice majeure de l'année de consolidation de la décentralisation avec l'organisation de la première Journée Nationale de la Commune Togolaise en novembre 2025, où elle a notamment appelé à une mobilisation accrue des ressources locales, soulignant que la fiscalisation et l'autonomie des communes sont décisives pour atteindre les objectifs de développement territorial et la cohésion sociale. Jusqu'à sa nomination ministérielle, Yawa Kouigan était Maire de la commune d'Ogou 1 (Atakpamé), position qu'elle avait occupée depuis 2019 et où elle a impulsé des actions citoyennes, notamment des projets sociaux comme la construction d'un centre de promotion féminine, visant à favoriser l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres. Suite aux élections locales de 2025, elle a transmis ses fonctions de

mairie, permettant à la nouvelle génération d'élus de poursuivre les projets locaux après sa nomination gouvernementale.

Dr José Kwassi Symenouh, président de la Chambre de commerce et d'industrie

Dr José Kwassi Symenouh a été élu président de la CCI-Togo le 16 août 2024 pour un mandat de quatre ans, avec pour ambition de dynamiser le secteur privé togolais, renforcer les PME/PMI, attirer des investissements et moderniser l'institution consulaire. Sous sa direction, la CCI-Togo a lancé plusieurs initiatives pour informer et accompagner les



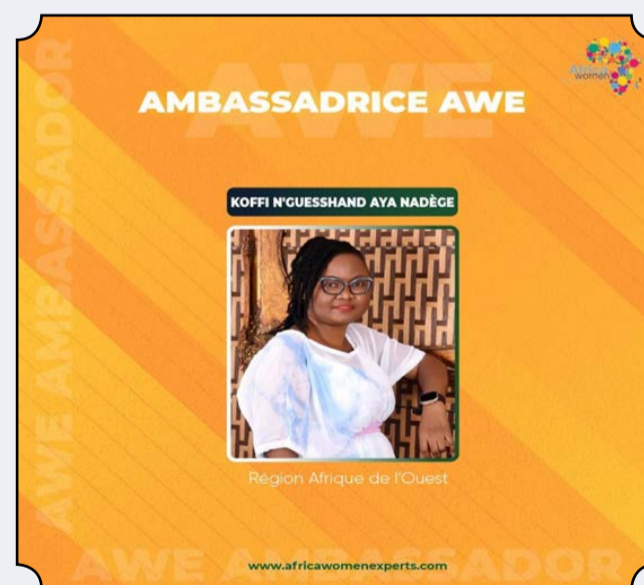
PME, notamment sur la compréhension des réformes fiscales de la loi de finances 2025, afin d'outiller les chefs d'entreprise pour éviter les erreurs de gestion et mieux naviguer dans le cadre fiscal. La Chambre a organisé une journée porte ouverte nationale pour rapprocher l'institution des opérateurs économiques, promouvoir ses services, faciliter les échanges et améliorer la collaboration avec les acteurs du secteur privé. Sous le leadership du président, la CCI-Togo a inauguré de nouveaux locaux régionaux, comme à Sokodé, afin d'être plus accessible aux entreprises locales et mieux répondre à leurs besoins de développement. Le Dr Symenouh et la CCI-Togo ont pris part à des plateformes internationales comme le Forum BlueInvest Africa 2025, visant à connecter entrepreneurs et investisseurs autour de l'économie bleue et d'opportunités de croissance durable.

Suite à la page 7

Africa Women Experts

Koffi Aya Nadège plaide pour la valorisation des compétences féminines
La nouvelle ambassadrice Afrique de l'Ouest de Africa Women Experts, l'ivoirienne Koffi Aya Nadège, plaide pour la valorisation des compétences féminines africaines

La journaliste ivoirienne Koffi Aya Nadège, récemment nommée ambassadrice Afrique de l'Ouest de la plateforme Africa Women Experts, a exprimé sa volonté de renforcer la visibilité et l'influence des femmes expertes dans les médias et les espaces de décision en Afrique. Dans une déclaration faite à la suite de sa nomination, elle a dit accueillir cette responsabilité « avec gratitude et humilité », y voyant une opportunité de contribuer activement à la valorisation des compétences féminines africaines. « Cette responsabilité représente pour moi une opportunité de mettre en lumière l'expertise des femmes de notre région dans divers secteurs stratégiques », a-t-elle affirmé. Lancée par la chaîne marocaine 2M, la plateforme Africa Women Experts vise à promouvoir l'expertise féminine africaine à travers un répertoire numérique et des contenus éditoriaux, en facilitant la mise en relation entre journalistes, institu-



tions et femmes expertes du continent. Pour l'ambassadrice, sa mission consistera notamment à renforcer la visibilité du réseau en Afrique de l'Ouest, à encourager la participation des femmes expertes aux espaces de décision, à créer des synergies avec les institutions et à inspirer la jeune génération. « Je reste convaincue que lorsque les femmes prennent pleinement leur place, c'est toute l'Afrique qui avance », a-t-elle souligné. À travers ce rôle, Koffi Aya Nadège entend ainsi contribuer à réduire la sous-représentation des femmes dans les médias,

un enjeu mis en lumière par plusieurs études internationales, dont le Global Media Monitoring Project, qui relève une présence encore insuffisante des femmes comme sources d'information dans les médias. Avec cette nomination, la Côte d'Ivoire renforce sa présence au sein du réseau Africa Women Experts, aux côtés d'autres ambassadrices issues de différentes régions du continent, dans une dynamique de promotion du leadership féminin africain.

Avec AIP

Suite de la page 6

Laurent Tamegnon, président du Conseil national du patronat du Togo (CNP-Togo)

Sous sa présidence, le CNP-Togo a conduit et clôturé en novembre 2025 les négocia-



tions d'une nouvelle convention collective interprofessionnelle dans un climat jugé « apaisé et constructif », réunissant les représentants des employeurs et des travailleurs autour d'un cadre modernisé de relations de travail. Cette démarche symbolise une avancée importante de dialogue social au Togo. Dès février 2025, Laurent Tamegnon a lancé avec le Centre International de Formation de l'OIT (CIF-OIT) une formation de formateurs en sécurité et santé au travail, afin d'instaurer une culture de prévention des risques professionnels dans le secteur privé. Le CNP-Togo, sous son leadership, a signé un partenariat avec la Confédération des Junior Entreprises du Togo (CJET) fin septembre 2025. Laurent Tamegnon a impulsé des initiatives de coopération entre le CNP-Togo et l'Université de Kara. Tout au long de 2025, le président du patronat a renforcé le dialogue avec des organisations internationales, notamment à travers des réunions avec le Système des Nations Unies au Togo, pour orienter des appuis plus stratégiques vers le secteur privé et encourager l'investissement et l'accompagnement des PME.

Jonas Daou, opérateur économique, président de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET)

En 2025, Jonas Daou s'est imposé comme une figure de proue du patronat togolais, assumant pleinement son rôle de président de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET). Sous sa présidence, l'AGET a renforcé sa visibilité et son impact dans les dialogues public-privé. Son leadership a permis à l'organisation de mieux structurer ses interventions au profit de l'environnement des affaires au Togo. Une des contributions majeures de Jonas Daou a été sa participation proactive aux échanges avec le gouvernement sur les réformes économiques. Par son engagement, l'AGET a joué un rôle essentiel dans : les discussions sur la Loi de finances 2026, pour améliorer la compréhension des nouvelles dispositions fiscales par les entreprises ; le dialogue autour de la politique fiscale et administrative ; les rencontres avec les ministères concernés pour mieux aligner les politiques publiques sur les besoins du secteur privé. Ce dialogue a contribué à une meilleure coordination entre



les opérateurs économiques et l'État, renforçant la confiance et la transparence. Jonas Daou a porté des actions concrètes pour accroître la compétitivité des grandes entreprises togolaises en 2025. Par des prises de parole, des recommandations et l'appui aux initiatives de renforcement des capacités, il a contribué à : encourager l'innovation et l'investissement national ; inciter les grandes entreprises à s'engager dans des pratiques qui favorisent une croissance inclusive ; promouvoir l'adoption de standards internationaux en matière de gouvernance d'entreprise. Ces dé-

marches ont aidé à renforcer la confiance des investisseurs et à valoriser le secteur privé dans l'économie nationale. Sous la direction de Jonas Daou, l'AGET a également recentré certaines de ses actions autour de l'accompagnement des entreprises dans des domaines essentiels. L'année 2025 a été, pour Jonas Daou, une année de consolidation et de préparation vers de nouvelles étapes pour 2026.

Edem Adjmagbo, CEO de Semoa

L'événement le plus important associé à 2025 pour Semoa a été la préparation, l'obtention et l'annonce imminente de l'accréditation "full service" de



la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest), qui a été officialisé en fin janvier 2026 mais constitue l'aboutissement d'efforts menés tout au long de 2025. Cet accréditation de niveau 3 permet à Semoa d'opérer comme un prestataire de services de paiement à part entière (PSP) avec un périmètre élargi, y compris les transferts d'argent et services transfrontaliers – une première pour une fintech togolaise. Les produits phares de Semoa, notamment WhatsApp Banking, ont continué à générer un fort impact social en 2025, permettant à des centaines de milliers d'utilisateurs (près de 300 000 au Togo) d'accéder à des services bancaires simples et digitaux sans se déplacer en agence – une prouesse d'inclusion financière particulièrement visible dans les zones où l'accès aux services bancaires classiques reste limité.

Pierre-Antoine Legagneur, Directeur général de Yas Togo (anciennement

Togocom)

Sous la direction de Pierre-Antoine Legagneur, Yas Togo a renouvelé des partenariats avec des acteurs clés du développement socio-économique au Togo. Notamment : une collaboration triennale renouvelée avec le Centre Togolais des Expositions et

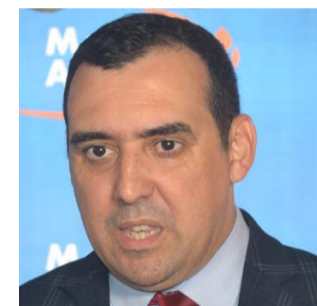


Foires (CETEF), pour soutenir le développement économique, culturel et social du Togo, en particulier autour de grands événements comme la Foire Internationale de Lomé et d'autres salons stratégiques. Ce partenariat couvre la période 2025-2028, et met l'accent sur la promotion du made in Togo, l'entrepreneuriat local et l'innovation. Une autre collaboration prolongée avec le Festival International de la Mode au Togo (FIMO 228), renforçant l'appui de Yas Togo à la créativité, à la mode africaine et à la valorisation des jeunes talents dans le domaine culturel. En 2025, Yas Togo a lancé des programmes innovants destinés aux jeunes togolais, tels que le programme SoWe, pour l'accompagnement des jeunes. Même si la transition de Togocom vers Yas Togo a commencé à la fin de 2024, son impact continue de structurer l'année 2025 car, Pierre-Antoine Legagneur a piloté la consolidation de cette nouvelle identité, clarifiant la vision de la marque au sein du groupe AXIAN Telecom et auprès des consommateurs togolais. Yas Togo, sous la direction de monsieur Legagneur, s'engage dans des transformations technologiques profondes via des partenariats stratégiques Cette orientation confirme la volonté d'offrir une connectivité performante à l'échelle nationale, en phase avec les standards internationaux, et de renforcer la digitalisation de l'économie togolaise.

Younes El Bedraoui, Directeur général de Moov Africa Togo

Sous la direction de Younes El Bedraoui, Moov Africa Togo a été sacré pour la deuxième année consécutive le meilleur réseau 4G et

meilleur fournisseur d'internet mobile au Togo, selon le baromètre indépendant nPerf, validé par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). En avril 2025, Moov Africa Togo a lancé la campagne de marque « Ensemble, connectés au meilleur », portée par une vision selon laquelle la connectivité ne se limite pas à la technologie, mais constitue un levier social, humain et économique. En novembre 2025, le groupe a présenté de nouvelles offres orientées vers la simplicité, la flexibilité et la transparence, répondant aux attentes des consommateurs en matière de liberté d'usage, de clarté tarifaire et



d'adaptabilité des services. Le leadership de Younes El Bedraoui se manifeste par une stratégie qui dépasse la simple fourniture de services télécoms : il s'agit de faire de Moov Africa Togo un acteur de transformation numérique et sociale, en connectant les citoyens, facilitant l'accès à l'information et aux opportunités, et en promouvant des solutions utiles pour l'ensemble de la population.

Lieutenant-Colonel Lidiola Sandah, Administrateur Général de l'Autorité de Coordination de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (ACP-PIA)

En 2025, Lidiola Sandah a joué un rôle déterminant dans l'organisation d'évè-

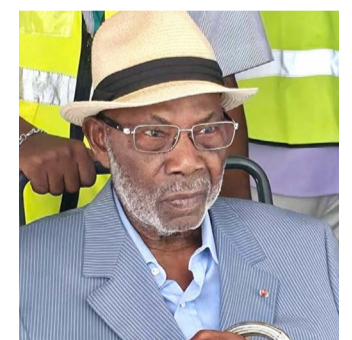


nements stratégiques réunissant les représentants des ministères et administrations présents sur le Guichet Unique de la plateforme. Ces rencontres ont clarifié les mécanismes opérationnels, appuyées la coordination interinstitutionnelle et favorisé une meilleure fluidité

des procédures pour les investisseurs implantés ou désireux de s'installer sur la PIA. Dès janvier 2025, sous sa supervision, l'ACP-PIA a organisé une rencontre avec les investisseurs pour marquer le début de l'année, axée sur la collaboration, l'échange et l'écoute des propositions opérationnelles. Lors de cet événement, Lidiola Sandah a réaffirmé la vision de faire de la PIA une zone industrielle intégrée performante, en mettant l'accent sur la croissance économique durable et la création de valeur ajoutée locale. Attractif. Tout au long de l'année, Sandah a incarné la position de l'ACP en tant que pilier institutionnel garantissant la cohésion entre l'État, les partenaires privés et les investisseurs internationaux. Sous son leadership, la PIA a poursuivi son rôle de moteur d'industrialisation locale, tout en adoptant des pratiques de gouvernance orientées vers la transparence, la performance et l'efficacité opérationnelle.

Gervais Djondo, figure historique togolaise reconnue pour son impact dans la finance et l'aviation

En mai 2025, Gervais Koffi Djondo a reçu le Lifetime Africa Achievement Prize – Global Banking And Aviation Excellence In Africa 2025 lors d'une cérémonie à Kumasi (Ghana). Ce prestigieux prix, décerné par la Millennium Excellence Foundation, a salué l'impact exceptionnel de sa vie professionnelle dans les secteurs bancaire et aérien africains, notamment à travers la création d'Ecobank et d'ASKY Airlines, deux institutions clés pour le développe-



ment économique et l'intégration régionale. La distinction reçue en 2025 a été accordée non seulement pour les réalisations passées de Djondo mais aussi pour son rôle continu d'architecte de l'intégration africaine. Dans son discours de remerciement, il a mis en avant le travail collectif derrière ces réussites et mis l'accent sur la coopération et la solidarité

Suite à la page 8

Suite de la page 7

comme moteurs du progrès africain. En tant que co-fondateur d'Ecobank, Djondo a contribué à bâtir l'un des plus grands groupes bancaires panafricains, présent dans de nombreux pays du continent et facilitant les échanges commerciaux, les investissements et l'inclusion financière — une contribution significative à l'intégration économique régionale. À travers ASKY Airlines, fondée sous sa vision, Djondo a aidé à combler un vide stratégique en créant un transporteur aérien panafricain connecté et viable, qui desservait déjà de nombreuses destinations africaines et jouait un rôle clé dans la mobilité des personnes, des biens et des opportunités économiques à travers le continent.

Charles Kokouvi Gafan, Directeur général de Africa Global Logistics au Togo, président de la Chambre de commerce européenne au Togo (Eurocham Togo)

En 2025, Charles Kokouvi Gafan a continué de développer et de valoriser la présence d'AGL au Togo, en mettant



un accent fort sur la culture d'entreprise, la cohésion interne et la responsabilité sociale. On peut retenir entre autres, l'organisation de la fête annuelle interne réunissant collaborateurs, clients et partenaires, avec des traditions culturelles et des distinctions honorifiques pour les membres de longue date, reflétant la vision humaniste et mobilisatrice de son leadership. Sous sa direction, AGL a mené des actions concrètes de responsabilité sociale : dons de maillots et ballons aux écoles dans le cadre du sport

scolaire, initiatives environnementales (plantation d'arbres, gestion des déchets) et soutien à des programmes communautaires. En 2025, Eurocham Togo, sous la présidence de Charles Kokouvi Gafan, a poursuivi son rôle de catalyseur de coopération économique entre le Togo, les entreprises européennes et les acteurs locaux. La chambre a tenu son Assemblée Générale annuelle le 11 juillet 2025, un moment fort de bilan, de réflexion stratégique et de renouvellement de mandat, confirmant l'engagement collectif des membres envers l'amélioration du climat des affaires togolais. Eurocham Togo a organisé et participé à des rencontres thématiques avec des partenaires internationaux, notamment des représentants de la Team Europe et de l'Union européenne autour du programme Global Gateway, favorisant le dialogue public-privé sur des enjeux comme l'énergie durable, les investissements et la compétitivité. En cumulant ses fonctions de DG d'AGL et de président d'Eurocham Togo, Gafan a joué en 2025 un rôle d'interface stratégique entre le secteur privé, les autorités publiques et les partenaires internationaux.

Médissa Sama, présidente de la Confédération des Juniors Entreprises du Togo (CJET)

Médissa Sama a poursuivi en 2025 son engagement à structurer, fédérer et accompagner les jeunes entreprises togolaises à travers la Confédération des Juniors Entreprises du Togo (CJET), une



organisation patronale dédiée aux entreprises, startups et coopératives de moins de dix ans d'existence. Sous sa présidence, la CJET s'est affirmée comme un acteur clé de l'écosystème entrepreneurial du pays — non seulement à Lomé mais aussi dans toutes les régions. En 2025, elle a piloté plusieurs accords

importants. Avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), elle signe un partenariat pour offrir accompagnement, formations, accès à ressources et appui financier aux jeunes entreprises en phase de démarrage — un geste qualifié d'« acte fondateur » pour l'écosystème entrepreneurial togolais. Avec le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo), une convention stratégique a été conclue en septembre 2025 pour structurer l'accompagnement des jeunes PME et coopératives, faciliter leur accès aux marchés et aux financements, et renforcer leurs capacités pour devenir économiquement viables. Médissa Sama a également conduit des initiatives hors de la capitale, notamment le Carrefour Jeunes Savanes 2025 à Dapaong, un forum régional rassemblant acteurs économiques locaux, entrepreneurs et institutions pour identifier les freins à la croissance et valoriser les talents régionaux. Cette initiative illustre sa vision d'inclusion territoriale de l'entrepreneuriat. Dans le cadre des actions de la CJET, Médissa Sama a annoncé la tenue du « Gala des Pépites » 2025, une soirée de célébration des talents entrepreneuriaux rassemblant plus de 500 jeunes entreprises et coopératives issues des six régions du Togo. L'événement visait à mettre en lumière les Pépites 2025, à favoriser la mise en relation avec institutions, investisseurs et grandes entreprises, et à encourager des partenariats structurants pour 2026.

Estelle Fafa Akué Komlan, Directrice générale d'Ecobank Togo

Estelle Fafa Akué Komlan a été nommée Directrice générale d'Ecobank Togo à compter du 7 avril 2025,



succédant à son prédécesseur après une carrière de plus de 15 ans dans la banque, notam-

Suite à la page 10

États-Unis

La Fed devrait temporiser face au retour de l'inflation ?

Confrontée aux effets inflationnistes de la guerre au Moyen-Orient, la Réserve fédérale devrait maintenir ses taux cette semaine. Une réunion charnière, qui pourrait être la dernière présidée par Jerome Powell.

Il sera vraisemblablement remplacé par Kevin Warsh, après que sénateur républicain Thom Tillis a annoncé ce dimanche qu'il soutiendrait sa nomination. La pression monte, mais la Réserve fédérale des États-Unis devrait rester immobile. Réuni mardi et mercredi, son comité de politique monétaire (FOMC) ne devrait pas modifier ses taux directeurs, maintenus dans une fourchette de 3,50 % à 3,75 %, malgré un retour des tensions inflationnistes. « Comme il n'y a pas la moindre chance que la Fed change ses taux d'intérêt, notre attention se portera principalement sur tout élément concernant les futurs mouvements de politique monétaire », souligne Nancy Vanden Houten, économiste chez Oxford Economics. Une analyse largement partagée par les marchés, comme en témoigne l'outil FedWatch du groupe CME Group, qui anticipe un statu quo monétaire au moins jusqu'à la fin de l'année.



Le pétrole ravive les tensions inflationnistes

En toile de fond, la guerre déclenchée fin février contre Iran, en coordination avec Israël, bouleverse les équilibres économiques mondiaux. La fermeture du détroit d'Ormuz par Téhéran - par lequel transite près de 20 % des hydrocarbures mondiaux - a provoqué une flambée des prix du pétrole, passés d'environ 65 dollars le baril avant la crise à près de 95 dollars, avec un pic au-delà de 110 dollars début avril. Conséquence directe : les prix à la pompe ont bondi de plus de 15 % en mars, alimentant une inflation qui pourrait repasser au-dessus

de 3 % sur un an, loin de la cible de 2 % fixée par la Fed. « Il y a une possibilité non négligeable que le communiqué reconnaisse qu'une hausse des taux pourrait être nécessaire si l'inflation reste durablement au-delà de la cible », estime Gregory Daco, chef économiste chez EY.

Un tournant à la tête de la Fed

Cette réunion pourrait marquer la fin d'un cycle : le mandat de Jerome Powell à la tête de la Fed doit s'achever à la mi-mai, avant la prochaine réunion de juin. Son successeur désigné, Kevin Warsh, doit encore être confirmé par le Sénat, où la majorité présidentielle reste fragile. Un seul vote dissident pourrait suffire à bloquer sa nomination mais l'obstacle est levé : le sénateur républicain Thom Tillis a annoncé dimanche qu'il soutiendrait sa nomination après l'abandon de l'enquête visant l'actuel patron, dont il faisait une condition.

(Avec AFP)

Grippe aviaire

Le niveau de risque abaissé à "modéré" en France

Après plusieurs mois de vigilance accrue, les autorités sanitaires françaises allègent le dispositif face à l'amélioration de la situation dans les élevages et chez les oiseaux sauvages. Le reflux se confirme.

Le niveau de risque lié à la grippe aviaire sera abaissé d'« élevé » à « modéré » en France à compter de lundi, selon un arrêté publié au Journal officiel. Une décision prise « en considérant l'amélioration de la situation sanitaire au sein des élevages et dans l'avifaune sauvage ». Jusqu'ici classé au niveau « élevé » - le plus haut - depuis octobre 2025, le risque épizootique lié à l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) impliquait notamment des mesures strictes comme le confinement des volailles. Ce seuil est habituellement atteint plus tard dans la saison, souvent en novembre ou décembre. « Compte tenu de la situation épidémiologique favorable (...) l'Etat abaisse le niveau de risque à compter du (lundi) 27 avril », a indiqué le ministère de l'Agriculture à l'AFP, en précisant que la décision a été arrêtée « après concertation avec les scientifiques et les pro-

fessionnels du secteur ». Depuis le 16 avril, « il n'y a plus de cas actifs sur le territoire à cette date », et le retour des oiseaux migrateurs s'est fait « sans cas récent », a-t-on expliqué de même source.

Un allègement des contraintes

Le passage au niveau « modéré », échelon intermédiaire entre « négligeable » et « élevé », ouvre la voie à un assouplissement des mesures de surveillance et de prévention. Parmi les évolutions concrètes : un allègement des restrictions sur les déplacements d'animaux et des contraintes logistiques moins lourdes pour les éleveurs. Certaines obligations demeurent toutefois, notamment pour le transport de palmipèdes, avec des dispositifs visant à limiter la dispersion de plumes ou de duvets. « C'est une bonne nouvelle » qui « nous remet dans un contexte de normalité par rapport à la conduite de nos élevages », a salué Marie-Pierre Pé, directrice du Co-

mité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (Cifog), interrogée par l'AFP. Désormais, « tous les animaux vont aller dehors pour l'alimentation », a déclaré de son côté Thierry Dezès, 47 ans, qui élève 5.000 à 6.000 canards à Baigts (Landes). « On avait déjà le droit de remettre les animaux dehors » - ceux-ci étant vaccinés, « mais là, maintenant, on peut mettre tous les aliments et l'abreuvement dehors, ce qui est mieux pour eux, et pour l'éleveur ! », a-t-il souligné auprès de l'AFP. Autre conséquence concrète pour l'éleveur en « Label rouge » : « on devait faire la troisième vaccination, et là on passe à deux » Mais Thierry Dezès a aussi regretté une levée tardive du risque « élevé » et le coût de la vaccination des canards, alors que la part du financement de l'État - estimée à 100 millions d'euros par an - est passée de 70% à 40% pour la saison 2025-2026.

(Avec AFP)

Tchernobyl

40 ans après, l'ONU appelle à ne jamais relâcher la vigilance nucléaire

Quarante ans après la catastrophe de Tchernobyl, les Nations Unies ont appelé, vendredi, à renforcer la coopération internationale et à placer la sûreté nucléaire au cœur de toutes les décisions, dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques.

S'exprimant devant l'Assemblée générale au nom du Secrétaire général de l'ONU, le Sous-Secrétaire général aux politiques, Guy Ryder, a rappelé que l'explosion survenue le 26 avril 1986 lors d'un arrêt de routine avait libéré d'importantes quantités de radiations, provoquant « la pire catastrophe nucléaire de l'histoire ». La contamination radioactive s'est étendue bien au-delà de l'Ukraine, touchant notamment le Bélarus et la Russie, et forçant quelque 350.000 personnes à fuir leurs domiciles.

Traumatisme

« Aujourd'hui, nous nous souvenons de la souffrance, du traumatisme et du déplacement de ces populations », a déclaré le chef de l'ONU, rendant hommage aux victimes et aux communautés encore affectées par les conséquences sanitaires, environnementales et sociales. Au-delà de la tragédie, le



Secrétaire général a salué « le meilleur de l'esprit humain » : l'engagement des premiers intervenants, pompiers et travailleurs médicaux, ainsi que les efforts internationaux de reconstruction et les travaux scientifiques ayant permis de mieux comprendre les causes de l'accident. Depuis quatre décennies, le système des Nations Unies, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), soutient les efforts de relèvement, de la fourniture d'aide humanitaire à la surveillance des effets des radiations, en passant par le démantèlement

des installations nucléaires et le développement socio-économique des régions touchées.

La centrale de Zaporijia

Mais le message est aussi tourné vers le présent. Dans un monde marqué par la méfiance et les divisions, le chef de l'ONU a insisté sur la nécessité d'éviter toute activité militaire à proximité des sites nucléaires. La guerre en Ukraine continue en effet de faire peser des risques sur plusieurs installations, dont la centrale de Zaporijia, la plus grande d'Europe. « Toutes

les activités militaires près des sites nucléaires doivent cesser immédiatement », a-t-il averti, soulignant que tout dommage pourrait compromettre des décennies d'efforts internationaux. Rappelant que Tchernobyl « n'a jamais été seulement une tragédie nationale », il a exhorté les États à tirer les leçons du passé pour bâtir un avenir plus sûr. « Il y a trop en jeu pour risquer une nouvelle catastrophe », a-t-il



conclu, appelant à un engagement collectif en faveur de la paix, de la sécurité et de la résilience.

Appel à la transparence

De son côté, la Présidente de l'Assemblée générale de l'ONU, Annalena Baerbock, s'est remémorée la tragédie alors qu'elle était enfant en Allemagne. « J'avais cinq ans lorsque j'ai entendu ces étranges mises en garde. Pour des enfants, cela semblait dangereux — mais d'une manière différente de celle des avertissements concernant la guerre. Et tous ceux qui en ont entendu parler à la radio, à l'époque, étaient déconcertés. Il s'agissait d'un accident survenu dans une centrale — à 1 500 kilomètres de l'endroit où je vivais alors, en Allemagne — en Ukraine, qui faisait alors partie de l'Union soviétique », a-t-elle raconté. « Presque personne ne comprenait vraiment cette nouvelle. Mais pour tous, il était parfaitement clair que quelque chose de terrible s'était produit. Et Tchernobyl

est resté le symbole d'une catastrophe. Même des années plus tard, à mille kilomètres de là, on nous conseillait d'éviter certains aliments. Pour ceux qui se trouvaient plus près du réacteur, les conséquences furent bien plus que de simples restrictions étranges. Elles furent catastrophiques », a-t-elle ajouté. La Présidente de l'Assemblée générale a insisté sur les leçons essentielles de la catastrophe : la transparence, la communication rapide et la coopération internationale sauvent des vies. Selon elle, le manque d'information initial a aggravé les effets sanitaires, notamment chez les enfants. Elle a également mis en garde contre les risques actuels autour des installations nucléaires en zones de conflit. Elle a appelé à renforcer le rôle de l'AIEA, le respect du droit international et l'usage exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Les astres vous donneront la lucidité et le sens des réalités nécessaires pour mener rondement vos diverses affaires. Vous effectuerez des opérations financières habiles ou des placements sûrs, vous donnant ainsi des chances d'améliorer votre situation matérielle.

Taureau

Sachez que l'amour et l'argent ne font jamais bon ménage. Pensez-y, ou vous aurez des problèmes. Sur le plan matériel, veillez à trouver un juste équilibre entre des opérations trop risquées et des placements de père de famille.

Gémeaux

Vous serez saisi d'une fringale de dépense. Si vous allez faire des courses, il serait prudent de vous faire accompagner d'une personne raisonnable, qui saura freiner vos élans et vous conseiller.

Cancer

Méfiez-vous des risques financiers excessifs. Si vous souhaitez effectuer une opération boursière de grande envergure, prenez conseil d'un spécialiste, car vous n'aurez pas toute la faveur des astres.

Lion

Côté finances, vous ne garderez pas les deux pieds dans le même sabot. Et, si vous évitez de prendre des risques excessifs, vous pourrez faire fructifier vos ressources.

Vierge

Journée favorable à la spéculation et aux placements. Mais si vous voulez miser gros, demandez l'avis d'un spécialiste en la matière, pour écarter tout risque de vous retrouver rapidement sur la paille. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Balance Jupiter aura sa préférence pour la pierre aux dépens des valeurs mobilières. Si donc vous avez un placement à faire, tournez-vous de préférence vers l'immobilier. Cela vous portera chance. Si possible, ne manquez pas de demander conseil à des experts. Si vous êtes à la recherche d'un logement, c'est aussi en cette journée que vous aurez les meilleures chances possibles de le trouver.

Scorpion

Voilà une journée qui vous fournira l'occasion de faire des gains importants sur lesquels vous devrez sauter à pieds joints. Mais la difficulté majeure résidera moins dans un manque à gagner que dans un risque de dépenses excessives.

Sagittaire

Grâce à Saturne en aspect favorable, votre équilibre financier sera désormais plus stable, que vous fassiez partie des natifs qui ont augmenté leurs revenus depuis quelque temps, ou au contraire de ceux qui ont connu des difficultés financières dernièrement. Dans les deux cas, en effet, vous aborderez une période plus neutre. Attention simplement à Uranus, qui pourra provoquer des retards.

Capricorne

Belles perspectives dans le domaine immobilier. Vous bénéficierez des appuis solides des astres. Prenez quand même toutes les garanties nécessaires en étudiant soigneusement les papiers à signer ; ne soyez pas négligent.

Verseau

Vous serez très accrocheur, très persuasif, très tenace pour défendre vos intérêts financiers. Tant mieux, parce que, parallèlement, vous aurez des envies quasiment irrésistibles de dépenses.

Poisson

Sans être vraiment inquiétante, la présente configuration astrale risque de vous causer quelques soucis d'ordre pécuniaire. Des circonstances indépendantes de votre volonté vont malmener votre budget, et vous pourriez être entraîné dans une succession de dépenses imprévues qui, ajoutées bout à bout, pourraient vous mettre à découvert. La prudence s'imposera donc si vous voulez garder le contrôle de la situation.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »

N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Suite de la page 08

ment chez Orabank Togo dans la banque d'entreprise et la trésorerie. Cette nomination illustre non seulement la promotion du leadership féminin dans les plus hautes responsabilités bancaires, mais aussi la volonté d'accélérer la transformation et la croissance de la filiale togolaise d'Ecobank. Dans ses 100 premiers jours à la tête de la banque, Estelle Komlan a partagé une vision stratégique claire. Celle de faire d'Ecobank Togo une référence bancaire au service du développement économique, de l'innovation et de l'inclusion financière. Sa feuille de route repose sur trois axes principaux dont l'accompagnement des PME et TPE, avec un objectif ambitieux de financement pour 10 000 petites et moyennes entreprises, injection de 20 milliards FCFA pour soutenir l'agriculture, moteur de la croissance togolaise, digitalisation de 80 % des clients pour faciliter l'accès aux services financiers et renforcer l'inclusion digitale. Sous sa direction en 2025, Ecobank Togo et Mixx by Yas ont lancé un service de Mbanking, une plateforme d'interopérabilité bancaire mobile qui permet aux clients d'Ecobank et aux utilisateurs Mixx de transférer de l'argent, consulter leur solde et effectuer d'autres opérations bancaires directement via leur téléphone — même sans connexion Internet. En 2025, l'institution a aussi innové sur l'expérience client, notamment en élargissant les horaires d'ouverture de plusieurs agences d'Ecobank Togo jusqu'à 19 h, afin de mieux répondre aux besoins des entreprises, des commerçants et des usagers dans le secteur logistique et économique. En octobre 2025, Ecobank Togo a célébré sa Journée Ecobank, une initiative qui s'inscrit dans la campagne « Transformer l'Afrique par l'éducation ». Sous la direction de Mme Komlan, la banque a fait des dons d'ordinateurs et soutenu des actions éduca-

tives pour les enfants en situation de handicap, reflétant l'engagement du groupe en faveur de l'éducation inclusive et de l'autonomisation des jeunes.

Diogo Victoria, Directeur général de la Brasserie BB Lomé

Sous la direction de Diogo Victoria, la Brasserie BB Lomé a poursuivi une stratégie axée sur l'efficacité opérationnelle, la qualité des produits et la conso-



lisation de sa position dans le marché des boissons au Togo. En 2025, l'entreprise a su maintenir sa performance malgré un environnement économique marqué par des pressions inflationnistes et des défis logistiques régionaux. Diogo Victoria a placé la résilience et l'adaptabilité au cœur de la gestion, en veillant à ce que l'entreprise réponde aux attentes des consommateurs tout en préservant la continuité de ses activités. Cette capacité à naviguer dans un contexte de plus en plus concurrentiel témoigne de la maturité de son leadership. Un des axes forts de l'action de Diogo Victoria en 2025 a été l'accélération de la digitalisation de certaines activités commerciales. Dans un contexte où la consommation évolue rapidement, la Brasserie BB Lomé a intensifié l'usage des outils numériques pour optimiser la distribution, le suivi des performances et la relation avec ses partenaires. L'année 2025 a également confirmé l'engagement de Diogo Victoria sur les volets social et sociétal. Sous sa direction, la Brasserie BB Lomé a continué de soutenir des initiatives locales, notamment dans les domaines de la formation professionnelle, de la sécurité alimentaire et de l'appui aux communautés. Diogo Victoria a mis l'accent sur le renforcement de la gouvernance interne, en valorisant la transparence, la rigueur et la performance collective. De nombreuses

initiatives ont été entreprises pour renforcer les capacités des équipes, encourager l'innovation interne et instaurer une culture axée sur l'excellence opérationnelle. L'année 2025 a aussi été marquée par un renforcement des relations avec les partenaires économiques, distributeurs, fournisseurs et acteurs institutionnels. Diogo Victoria a joué un rôle actif dans les plateformes sectorielles, contribuant à représenter les intérêts de la Brasserie BB Lomé et du secteur privé togolais dans différents forums.

Naka Gnassingbé De Souza, Directrice générale de l'Agence nationale de promotion, de garantie et de financement des PME/PMI (ANPGF)

En 2025, Naka Gnassingbé-De Souza, Directrice générale de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), a poursuivi et renforcé les missions stratégiques de l'institution en faveur du développement du secteur privé togolais. Son action s'inscrit principalement dans la dy-



namique de facilitation de l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, considérées comme un moteur essentiel de la croissance économique nationale. Sous son leadership, l'ANPGF a consolidé son rôle de garant auprès des institutions financières en continuant de couvrir une partie des risques liés aux crédits accordés aux PME/PMI. Cette intervention permet de réduire les réticences des banques et de faciliter l'octroi de financements aux entrepreneurs, notamment ceux qui disposent de faibles garanties. Une avancée notable a été la mise en place de mécanismes de proximité visant à rapprocher les services de l'agence des porteurs de projets. Parmi ces initiatives figure le partenariat avec la Poste du Togo, qui permet d'étendre la couverture de l'ANPGF

sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones rurales. Cette démarche contribue à renforcer l'inclusion financière et à toucher un plus grand nombre d'entrepreneurs. Des sessions de sensibilisation et des ateliers pratiques sont régulièrement organisés pour aider les promoteurs de projets à mieux structurer leurs dossiers, élaborer des plans d'affaires viables et comprendre les exigences du financement bancaire. Ces initiatives s'inscrivent dans une logique de renforcement des capacités et de professionnalisation des bénéficiaires. L'impact de sa mission est étendu à tout le territoire à travers l'ouverture des centres régionaux de l'Agence nationale de promotion, de garantie et de financement des PME/PMI. En mai 2025, Naka Gnassingbé De Souza, Directrice générale de l'ANPGF et Kwasi Kwadzodzo, Directeur Général de la Poste ont signé un partenariat de financement des PME/PMI. Cet accord vise à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement y compris dans les zones rurales.

Contre-Amiral Fogan Kodjo Adégnon, Directeur Général du Port Autonome de Lomé

En 2025, le Port autonome de Lomé confirme sa place stratégique en Afrique de l'Ouest. Le trafic global a atteint plus de 30,6 millions de tonnes en 2024, en hausse de 1,85 %, base des performances consolidées en 2025. Le transbordement, cœur de métier du port, a progressé de 7,11 %, atteignant plus de 20 millions de tonnes. Le trafic conteneurisé a franchi 2 millions d'EVP, en hausse de plus de 5 %. Le transbordement, qui consti-



tue le cœur des activités portuaires, connaît une progression notable, renforçant l'attractivité du port pour les grandes compagnies

maritimes. Cette dynamique permet au Togo de consolider sa place dans les échanges commerciaux sous-régionaux, notamment au profit des pays de l'hinterland. L'année 2025 est marquée par une accélération de la digitalisation des services portuaires. Sous l'impulsion de la direction générale, plusieurs procédures ont été dématérialisées, facilitant ainsi les formalités administratives et réduisant les délais de traitement des marchandises. Le recours accru aux plateformes numériques et aux paiements électroniques améliore la transparence, limite les coûts et renforce l'efficacité globale du système portuaire. Cette modernisation constitue un levier essentiel de compétitivité face aux autres ports de la région.

Enselme Gouthon, Secrétaire général du Comité de coordination des filières café-cacao (CCFCC) du Togo

En septembre 2025, le CCFCC a officiellement lancé la campagne de commercialisation 2025-2026 du café et du cacao à Kpalimé. Lors de cette cérémonie, Enselme Gouthon a dressé un bilan de la



campagne précédente (2024-2025). Il souligne les importants volumes exportés et le rôle croissant de la coordination entre acteurs dans l'amélioration de la commercialisation. Sous la supervision du CCFCC, les exportations de café et de cacao pour la saison 2024-2025 ont connu une hausse significative d'environ 50 % par rapport à la saison 2023-2024, avec 4 400 tonnes de cacao expédiés. En octobre 2025, Enselme

Gouthon a représenté le Togo au 140^e Conseil International du Café au Honduras. En avril 2025, le Togo a ratifié l'accord de l'Organisation Inter-Africaine du Café (IACO) sur une meilleure gouvernance et coopération dans le secteur. Monsieur Gouthon figure parmi les acteurs qui ont coordonné les concertations face à la volatilité des prix internationaux du café et du cacao, impliquant producteurs, acheteurs et exportateurs pour trouver des pistes de solutions et encourager une approche concertée pour relancer le commerce du café et cacao.

Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla, présidente de la Filière karité du Togo (Fikato), du Conseil interprofessionnel de la filière karité du Togo (Cifkat) et de la Société togolaise du karité (STK)

En 2025, Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla confirme son



rôle central dans la structuration et la modernisation de la filière karité au Togo à travers ses fonctions à la tête de la FIKATO, du CIFKAT et de la Société Togolaise de Karité (STK). Elle œuvre à renforcer l'organisation des acteurs, à améliorer la qualité et la transformation locale du karité, tout en promouvant des pratiques durables comme le reboisement et la gestion responsable des parcs à karité. Son action met également un accent particulier sur l'autonomisation des femmes rurales, qui constituent le cœur de la filière, en facilitant leur accès aux revenus, aux formations et aux marchés. Enfin, elle contribue au rayonnement du karité togolais sur les marchés régionaux et internationaux, positionnant le Togo comme un acteur important du secteur en Afrique de l'Ouest.

42ème Journée nationale des sports

La population de Kloto1 mobilisée autour de leur maire

La population de la commune Kloto 1 s'est mobilisée, le samedi 25 avril, pour la 42e édition de la Journée nationale du sport, aux côtés des autorités locales, forces de l'ordre pour des activités physiques et citoyennes.

Dès les premières heures de la matinée, le maire de Kloto1, Aféléto Kossi Atigaku, et ses collaborateurs, le président du tribunal de Kpalimé, les chefs de services, les responsables des forces de l'ordre, les jeunes et femmes, se sont retrouvés sur l'esplanade de la mairie pour le coup d'envoi d'un programme marqué par un footing et une marche sportive animée aux sons de tamtams et de castagnettes. Dans une ambiance conviviale, le cortège a sillonné plusieurs artères de la ville à travers un circuit passant notamment par la nationale N°5, Yesuvito, le carrefour Kpéta, la prison civile, Orabank, le carrefour Maison DG de la Poste, le monument aux morts,



avant de rallier la place de la gare par la route du Commerce. Là, les populations ont effectué des mouvements d'ensemble, d'exercices physiques et d'étirements. La journée s'est ensuite poursuivie par un « troisième mi-temps citoyen », une initiative de la municipalité visant à instaurer un dialogue direct entre les autorités communales et les citoyens. Ce cadre d'échanges a permis à la population d'exprimer ses préoccupations pour la bonne marche des activités et le développement de la commune puis d'interroger les responsables sur les divers sujets d'actualité et sur les questions de développement local. Le maire Atigaku a rappelé que cette journée s'inscrit dans une dynamique de promotion du sport pour tous, de renforcement de la citoyenneté et de lutte contre la sédentarité.

mer ses préoccupations pour la bonne marche des activités et le développement de la commune puis d'interroger les responsables sur les divers sujets d'actualité et sur les questions de développement local. Le maire Atigaku a rappelé que cette journée s'inscrit dans une dynamique de promotion du sport pour tous, de renforcement de la citoyenneté et de lutte contre la sédentarité.

Avec ATOP/AYH/BA/KYA

Kpélé

Des leaders communautaires sensibilisés sur le mandat de la CNDH

Des leaders communautaires, des acteurs locaux ainsi que des responsables d'associations et de groupes organisés de la commune Kpélé 1 ont été sensibilisés, le vendredi 24 avril à Adeta, sur le rôle de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) dans la promotion et la protection des droits fondamentaux.

Organisée par l'antenne Plateaux Ouest de la CNDH, cette rencontre vise à permettre aux participants de mieux s'approprier le mandat de l'institution en matière de jouissance des droits fondamentaux. Elle a également pour objectif de faire connaître les missions, attributions et le fonctionnement de la Commission, de présenter les principes et valeurs des droits de l'homme, ainsi que d'informer le public sur les mécanismes de recours et de saisine. Le chef de l'antenne Plateaux Ouest de la CNDH, Kokou Agba, a indiqué que l'institution contribue de manière significative à la jouissance des droits de l'homme à travers ses différentes missions de protection et de promotion. Il a précisé que, dans le cadre de la protection, la CNDH reçoit et traite les plaintes des citoyens victimes de violations, notamment les atteintes au droit de



propriété, les abus de pouvoir, les discriminations ou les violences. Elle mène des enquêtes et intervient auprès des autorités compétentes afin de faire cesser les violations alléguées, a-t-il dit. M. Agba a également fait savoir que la CNDH joue un rôle de conseil et de proposition auprès du gouvernement et du Parlement dans les domaines des droits de l'homme, du droit, de l'action humanitaire et du respect des garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques. « La CNDH n'est ni une association ni une ONG. C'est une institution de l'État char-

gée de la protection et de la promotion des droits de tous les Togolais, sans distinction », a-t-il insisté. L'adjoint au maire de la commune Kpélé 1, Agassou Koffi Mensah, a relevé que la méconnaissance des droits fondamentaux et des mécanismes institutionnels de protection limite les citoyens dans la jouissance de ces droits. Il a salué l'initiative, qu'il considère comme un levier de renforcement de la confiance entre les citoyens et les institutions, ainsi qu'un facteur de consolidation de la gouvernance démocratique et de la cohésion sociale.

Avec ATOP/SKD/AO/KYA

Etablissement hospitalier

Les comités d'élaboration du projet du CHP-Sotouboua installés

Le Centre hospitalier préfectoral (CHP) Sotouboua a, officiellement, installé, le vendredi 24 avril, les membres des comités techniques d'élaboration de son Projet d'établissement hospitalier (PEH).

Les différents comités mis en place plancheront sur le médical, la qualité des soins, le management, l'investissement et la maintenance, le système d'information et le social. Ils feront le diagnostic de l'existant, identifieront les priorités et définiront des actions structurantes du centre. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique du ministère en charge de la Santé de doter les structures hospitalières d'outils stratégiques de planification adaptés à leurs réalités. La mise en place de ces comités marque le lancement de la phase opérationnelle d'élaboration du PEH dudit CHP. Ce processus aboutira à un plan stratégique de renforcement de l'offre de soins, d'optimisation des ressources et de réponse aux attentes des usagers. Le directeur du



CHP, Agbague Alassane a invité les acteurs à la rigueur et à la collaboration pour produire un projet transformant cet hôpital public en un établissement plus performant. Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi et le président du conseil d'administration du CHP Sotouboua, Gnanoussou Pliam ont souligné que le PEH est un levier de performance du système sanitaire local. Ils ont exhorté les membres des comités à s'approprier leur mission, rappelant l'importance de la santé dans le développement socio-

économique. La cérémonie a réuni des autorités administratives et sanitaires, notamment, le représentant du directeur régional de la santé, M. Kola Mamayoyabam, les partenaires techniques et plusieurs acteurs du secteur. Le PEH est un document de référence à moyen terme qui définit les orientations médicales, organisationnelles et logistiques des hôpitaux. Il vise à améliorer durablement la qualité des soins et la bonne gouvernance hospitalière.

Avec ATOP/BTP/MEK/BV

Centrale/Gouvernance locale

Les élues locales à l'école du plaidoyer et du leadership féminin

Un atelier de renforcement de capacités en techniques de plaidoyer/lobbying, sensibilisation communautaire et leadership féminin s'est tenu les 23 et 24 avril à Sokodé.

L'atelier a réuni des membres des organes de l'Association des femmes élues locales de la région Centrale du Togo (AFeLoRCeT), du Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA-Togo) ainsi qu'une représentante de la Faïtière des communes du Togo (FCT). Il est organisé par la région Grand Est (France), dans le cadre du « Programme d'appui à la régionalisation et au renforcement de la gouvernance locale et à la décentralisation en région Centrale » (2025-2027). Cofinancé avec le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, ce programme est mis en œuvre par Grand Est solidarités et coopérations pour le développement (GESCOD-Togo), en qualité de maître d'ouvrage. La formation vise à promouvoir l'inclusion sociale et à renforcer la participation des femmes à la vie citoyenne et démocratique. Elle a permis d'accroître les compétences institutionnelles et opérationnelles des participantes sur les techniques de plaidoyer/lobbying, la sensibilisation communautaire et le leadership féminin. Il s'est agi aussi de doter les participantes d'outils nécessaires pour devenir des actrices de changement capables de défendre leurs droits et de



promouvoir des politiques favorables à l'égalité de genre. Ces élues locales ont été éclairées sur les fondamentaux du plaidoyer et du lobbying ; les techniques et stratégies de plaidoyer ainsi que sur le leadership féminin, ses concepts et enjeux. Les débats, partages d'expériences et travaux de groupes leur ont permis de consolider leurs connaissances et de renforcer leur visibilité et leur influence dans l'espace public local. Le secrétaire général du gouvernement de la Centrale, Dr Tohouleba Pia-Abalo a souligné l'importance de cette session dans la construction d'un leadership féminin fort. Il a promis de veiller à ce que la région continue d'offrir un cadre propice à l'expression du potentiel féminin dans un esprit d'équité, d'opportunité et de justice sociale. Le représentant du Conseil régional de la Centrale, Gmakagni Nikabou a salué la région Grand Est et son partenaire pour cette opportunité donnée aux élues locales de tisser des liens et de repartir avec des idées, des stratégies et une détermi-

nation renouvelée à apporter des changements significatifs dans leurs communautés. Le représentant du responsable antenne GESCOD-Togo, M. Ouronile Adam Daouda a rappelé que la région Grand Est a choisi d'accompagner la redynamisation des femmes, à travers la création de l'AFeLoRCeT afin d'accroître la représentativité des femmes dans les conseils municipaux et au parlement. Il a demandé aux élues locales de s'activer davantage à défendre leurs convictions et à porter la voix de l'égalité et de l'inclusion au cœur des politiques. La représentante de la présidente de la FCT, Mme Kpetigo Elavanyo a rassuré de la disponibilité de leur institution à accompagner les activités féminines et à soutenir les initiatives de promotion du genre. La secrétaire de l'AFeLoRCeT, Mme Agbada Padamilim a exprimé la détermination des élues locales à soutenir les principes d'égalité et d'inclusion pour améliorer la participation des femmes dans la gouvernance locale.

Avec ATOP/TAA/MEK/BA

Le Togo en chiffres. A table with various statistics including development, infrastructure, and governance indicators.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES POUR LA 49^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des Administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

En outre, le COFEB accueille des agents des banques centrales africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2026 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2026.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO.

Par ailleurs, elle accorde des bourses d'études aux cinq (5) candidats de chaque État membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation auprès de leur organisme d'origine ou d'autres structures.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats provenant de structures privées exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, ou de Centres de recherches et de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Ce programme comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>.

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidatures, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une ou des attestations de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2026 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique direct habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante :

[\(https://cofeb.bceao.int/\)](https://cofeb.bceao.int/), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 15 mai 2026

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus afin de vérifier leur authenticité.

Par ailleurs, les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les femmes admises au test de pré-requis bénéficieront d'un régime préférentiel dans l'octroi de la bourse BCEAO.

En outre, la possibilité leur sera offerte de bénéficier d'un billet pour retourner dans leur pays d'origine durant la période de vacances du premier semestre.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des États membres de l'UEMOA ;
- au COFEB :
 - par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
 - par courrier électronique aux adresses :

courrier.zdepfor@bceao.int ;
formation-cofeb@bceao.int ;

NB : Toutes les informations relatives à nos activités sont disponibles sur notre site internet :

<https://cofeb.bceao.int/>

